

FLN

Inflation de candidatures et une crise qui perdure

La bataille des listes et des candidatures fait rage au FLN. Au sommet comme à la base. Et ce, sur fond de crise interne restée ouverte depuis avril 2004.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Abdelaziz Belkhadem peine d'ailleurs à contenir les ardeurs des cadres du parti, les ministres notamment, tous issus du fameux "mouvement de redressement" qui a la mainmise sur l'appareil du FLN. L'appareil, mais pas la base où le gros des troupes demeure fidèle à ce qu'on appelle "le courant légaliste" qu'incarne Ali Benflis. Les ministres du parti ont d'ailleurs interpellé Belkhadem sur la question, il y a une

semaine. "On attend toujours la réponse du SG", nous confiait l'un d'eux, s'expliquant en ces termes : "Il est hors de question de reconduire sur les listes du FLN ceux qui ont été contre le deuxième mandat."

Pour tenter de calmer le jeu, Belkhadem a mis sur pied une commission nationale.

Présidée donc par lui-même, cette commission est composée des six autres membres de l'instance exécutive (Amar Saïdani, Amar Tou, Salah Goudjil, Abdelkrim

Abada, Saïd Bouhadja et Abdelkader Bounekraf) ainsi que des présidents des commissions permanentes du parti. Une commission "qui a déjà pris un mauvais départ dans la mesure où, à l'exception de Belkhadem, tous ces membres sont eux-mêmes candidats ou potentiellement". Si l'actuel président de l'APN conduira la liste du parti à El-Oued, son "adversaire direct" dans la direction nationale, Abdelkrim Abada, prend, lui, la tête de la liste d'Alger, qui reste encore à faire ! En fait, pour les 32 sièges de la capitale, se bousculent d'ores et déjà pas moins de...

600 candidatures ! "Il faut s'attendre à une bataille sans merci à Alger comme partout ailleurs", s'inquiète un membre influent au parti. "Les mécontentements seront tels, cette fois-ci, que le scénario-catastrophe des sénatoriales de janvier dernier risque de se reproduire à une échelle industrielle !" explique-t-il. Ce qui rend la situation d'autant plus compliquée pour l'ex-parti unique reste le fait que l'actuel ministre de l'Intérieur demeure farouchement hostile à l'actuelle direction du FLN. La preuve ? Il refuse toujours d'agréer le 8^e congrès bis de 2005.

K. A.

MDS

L'aile de Hocine Ali veut réhabiliter le suffrage universel

C'est le pire des scénarios qui attend le Mouvement démocratique et social (MDS) pour les prochaines semaines avant les élections législatives. Le parti fondé par feu El Hachemi Chérif, opposant farouche du système politique, vient de consommer définitivement sa division.

La ligne politique du MDS ne fait désormais plus l'unanimité des militants, dont les plus anciens d'entre eux. Si les conservateurs des valeurs démocratiques laissées par El Hachemi Chérif ont annoncé le boycott des prochaines

législatives et comptent même mener une campagne pour sensibiliser la persistance de la menace islamiste, l'aile du MDS, conduite par Hocine Ali vient, quant à elle, de rejoindre les rangs des partis en lice pour la députation.

Dans une déclaration rendue publique hier, M. Hocine Ali, secrétaire général du MDS, issu d'un congrès parallèle, explique le pourquoi d'une telle décision. Selon lui, par sa participation, le MDS pourra "barrer la route à la fraude et réhabiliter le suffrage universel", ayant la conviction qu'il s'agit là

du seul remède pour "protéger contre le pouvoir et produire une alternative de changement radical".

Ainsi, le MDS, version Hocine Ali, annonce sa nouvelle stratégie et philosophie : celle de l'investissement des institutions de la République.

"L'expérience montre que la participation aux élections, au-delà des luttes pour le pouvoir, n'a ni de sens, ni d'efficacité, ni de pérennité que si les élus font leur travail pour la société et avec la société.

Leur présence dans les chambres d'élus n'étant que la partie poli-

tico-institutionnelle de leur responsabilité. Ce ne sera pas le peuple au service des institutions, mais les institutions au service du peuple", note-t-on dans le communiqué.

Ce discours auquel ne nous a pas encore habitués le MDS, seule force démocratique qui se bat pour l'éradication du terrorisme intégriste, jusqu'à sa dernière étincelle, risque de créer la confusion au sein des militants de ce parti, qui, jusque-là, croyait à une crise interne et passagère au sein de la direction centrale du parti.

Rosa Mansouri

LE RND ET LES LEGISLATIVES

Plusieurs ministres têtes de liste

Au Rassemblement national démocratique (RND) on ne semble pas vouloir précipiter les choses quant à la confection des listes des candidats aux prochaines élections législatives. Une échéance à laquelle, nous dit-on, le parti veut aller avec "le tiercé gagnant" pour "ramasser" un maximum de sièges et par delà s'octroyer la majorité au Parlement que lui dispute le frère ennemi le FLN. La cooptation ayant montré ses limites lors des dernières législatives, c'est aux secrétaires de wilaya que reviennent les responsabilités de la confection de listes. Un procédé "démocratique" supervisé par le secrétaire général lui-même.

Ahmed Ouyahia délègue mais partiellement : le choix des candidats têtes de liste reste de son ressort exclusif, nous dit une source proche du RND. Surtout en ce qui concerne la désignation des ministres en poste ou d'ex-ministres. C'est qu'en ce qui concerne Alger, on se bouscule au portillon. Sur la liste de la capitale que devrait mener le sénateur Sedik Chihab en compagnie du syndicaliste Salah Djenouhat, de Mokhtar Boudina, l'ex-directeur de la jeunesse et des sports, de Mustapha Berraf, le président du Comité olympique algérien, et de Boukatine Dahmane, de la coordination d'El-Harrach, on annonce pas moins de trois ex-ministres proches du secrétaire général du parti dont Abdelkrim Harchaoui.

A Sétif, d'où est originaire l'ex-ministre des Finances, la base lui a préféré l'actuel ministre de la Jeunesse et des Sports. Le professeur Yahia Guidoum était annoncé à Constantine puis à Khenchela. Deux villes où l'on donne favori l'actuel ministre des Moudjahidines. Mohamed Chérif Abbas aurait plus de chances dans la ville des Ponts suspendus. A Oum-El-Bouaghi, on ne sait pas qui de Boubekeur Benbouzid et de Abdesslem Bouchouareb mènera la liste du RND.

Le ministre de l'Education nationale est mieux placé que l'actuel chef de cabinet de Ahmed Ouyahia impliqué dans l'affaire Khalifa. Saïd Abadou est tête de liste de Biskra où l'on relève la présence de l'actuel chef de cabinet du ministère de la Jeunesse et des Sports.

Aucun nom ne circule encore pour la wilaya d'Oran où il y a un moment on a parlé de Tidjini Salouandji. Pour ce qui est de Mascara, le candidat n'est autre que le porte-parole du RND.

Miloud Chorfi avait, dit-on, émis le vœu d'être "élu" à Oran. A Aïn Defla, c'est le très discret ex-ministre du Commerce qui est annoncé. Choisi par la base, Bakhti Belaïb mènera la liste en compagnie de militants patriotes et du jeune secrétaire de wilaya du RND. Un parti où, semble-t-il, la femme ne sera pas très présente lors des prochaines législatives.

Saïda Azzouz

DECES A PARIS DE HAIFI RAMDANE, MEMBRE FONDATEUR DE L'ACADEMIE BERBERE

Son enterrement aura lieu ce jeudi, à Larbaâ-Nath-Irathen

La dépouille mortelle de Ramdane Haïfi, activiste et animateur connu de l'Académie berbère, arrivera aujourd'hui, en provenance de Paris où il est décédé, il y a quelques jours, dans des conditions tragiques.

Originaire d'Ibnayen dans la commune de Larbaâ-Nath-Irathen où il vit le jour en 1948, R. Haïfi, dit Ramdane Amazigh, était un compagnon

de longue date de Bessaoud Mohand Aïrav avec qui il a participé, en compagnie de nombreuses personnalités comme Taos Amrouche, Mohamed Arkoun et d'autres, à la création de l'Académie berbère en 1969, à Paris.

Le défunt, avec son compagnon et ami Bessaoud M.A. et d'autres membres du collectif de cette organisation qui a contribué à l'éveil identitaire,

se voulaient l'incarnation d'un courant à part, un segment particulier, au sein de la mouvance dite berbériste, au point d'être brocardé d'une sorte de jusqu'au-boutisme dans la revendication identitaire, en ayant toujours refusé de s'inscrire et de participer au jeu politique consécutif à l'ouverture du champ politique après les événements de 1988.

Cette image (une illusion, diront certains), il se plaira à la soigner longtemps après la dissolution de la mythique Académie berbère, structure dissoute en 1978 par les autorités françaises, à l'instigation du régime de Boumediène et qu'il a tenté avec d'autres anciens militants de réhabiliter par la création en 1997, de l'association qui porte le même nom, en la domiciliant

dans son établissement commercial, un hôtel dénommé Ighouraf-Imazighène, connu dans les milieux de l'immigration comme le rendez-vous et le lieu où de nombreux militants de la cause amazighe venaient se retrouver.

Le défunt sera enterré demain jeudi dans son village natal près de Larbaâ-Nath-Irathen.

S.A.M.